ceux qui l'entreprendroient : qu'on ne pouvoit changer le prix des Monoyes qu'en vertu d'une Loi publique ; que les Gouvernemens des Places d'Arragon ne pourroient être donnez à aucuns étrangers : que personne ne pouvoit être détenu dans les prisons particulieres ; mais qu'aussi tôt qu'ils seroient arrêtez, on les conduiroit dans les prisons publiques : que le Roi n'avoit pas la puissance d'empêcher la justice d'Arragon d'exercer son autorité : qu'il ne seroit jamais loisible à personne de violer les Loix & les Libertez des Arragonois : que la Noblesse d'Arragon ne pourroit point être punie corporellement, pour quelque crime que ce fût, n'étant loisible au Roi que de la tenir aux arrêts aussi longtems qu'il le trouveroit bon. Enfin, que cette même Noblesse, en vertu de la resolution des Etats tenuë à Saragoſſe en l'année 1381. avoit une puissance presque souveraine sur les biens & sur la vie de leurs Vassaux Roturiers, sans qu'il fût permis au Roi de faire aucune recherche de ces mauvais traitemens, le Prince devant laisser à Dieu la punition de ces excez.

Quelques surprénans & étendus que soient ces Privileges, & quelque loin que les Arragonois & les Valenciens ayent poussé leur dernière revolte, ils ne se sont jamais plaints que le Roi Cath. qui occupe aujourd'hui le Trône d'Espagne, eût donné aucune atteinte à leurs Loix ; en effet, ils en jouissoient lors de leur rebellion avec autant de tranquillité, que sous le précédent Regne.

En consequence du nouveau Gouverne-
ment